

# Le Chêne Hebdo

Hebdomadaire d'information politique pour l'union des droites



Hebdo gratuit diffusé par internet

Adresse courriel :

[lechene.hebdo@orange.fr](mailto:lechene.hebdo@orange.fr)

Mise en page : Francis Bocquillet



## Sommaire

Edito : *Vendredi 13.. Vendredi noir !*

1. [Communiqué de presse du MNR du 14 novembre 2015](#)
2. [Attentats de Paris: Cinq personnes arrêtées à Molenbeek, des kalachnikov découvertes dans une voiture ...](#)
3. [Le président des retards coupables et des diversions tragiques](#)
4. [Attaques sur Paris : mais où est passée Christiane Taubira elle si prompt à réagir dans les médias ?](#)
5. [Attentats de Paris : la responsabilité écrasante de l'exécutif français](#)
6. [Poutine appelle à conjuguer les efforts pour vaincre le terrorisme](#)
7. [La guerre ne demande pas des discours mais des actes !](#)
8. [VAINCRE LE TERRORISME](#)
9. [L'État islamique veut-il exporter la guerre au Liban ?](#)
10. [Les islamistes fuient déguisés en femmes après avoir rasé leurs barbes](#)
11. [Attentats de Paris: Attou et Amri, les chauffeurs de Salah, auraient fabriqué les explosifs](#)
12. [Face à Daech, la riposte aérienne ne suffit pas !](#)
13. [Les banlieues françaises de Daesh Comment la gauche caviar trahit le peuple](#)
14. [Attentats à Paris : regarder le djihad en face](#)
15. [Pour un réarmement spirituel et moral de la France](#)
16. [Général Vincent Desportes : « dans nos armées, un avion sur deux ne peut pas décoller, un navire sur deux ne peut prendre la mer, et un char sur deux ne peut plus rouler »](#)
17. [Gilbert Collard réagit en direct aux propos de François Hollande au congrès de Versailles](#)

N° 121 : 20 novembre 2015

Edito : **Vendredi 13.. Vendredi noir !**

Malgré les menaces connues de tous les services et même des ministres, aucune mesure efficace, n'a été prise par les gouvernants de notre pays, et les islamo-terroristes ont frappé au cœur de Paris.

Après ce drame, ayant fait à ce jour 129 victimes et et 352 blessés, le président de la république et le gouvernement, prennent des mesures (*dont certaines sont réclamées par le MNR depuis très longtemps*), qui auraient dû être prise depuis longtemps, pour qu'un tel attentat ne soit pas perpétré sur le sol Français.

Mais ces mesures, qui sont encore insuffisantes devant l'ampleur de la menace, seront-elles appliquées et si elles le sont, le seront-elles le temps qu'il faudra, pour éradiquer l'islamisme radical qui minent notre pays. Paris a été visé, touché en plein cœur, mais aucune ville n'est à l'abri de ces fanatiques religieux. Peut-on encore employer ce qualificatif à ces fous, qui tuent au nom de dieu, (*comme les nazis portaient un ceinturon avec une boucle sur laquelle était inscrit : "gott mit uns" traduction : Dieu avec nous.*)

Les élus socialistes et leurs sympathisants de la droite molle et du centre ne cessent depuis des années de faire de l'angélisme avec les islamistes. Certes, les musulmans ne sont pas tous des terroristes fanatiques, mais tous les terroristes fanatiques sont musulmans et tuent au nom d'Allah !

Parmi les quelques arrestations opérées ces derniers jours, combien seront expulsés ? Combien seront mis en prison ? Combien seront relâchés sous quelques jours ? Ceux qui retrouveront la liberté seront sans nul doute les plus nombreux.

Je ne fais pas confiance à ces dirigeants, qui sous la pression, et sous la menace nous promettent que demain ne sera plus comme hier. Ce qu'ils n'ont pas fait hier par idéologie, pourquoi le feraient-ils demain ? Auraient-ils abandonné leurs idéaux ? Pour ma part je n'y crois pas !

*Francis Bocquillet*

Pour recevoir gratuitement ce bulletin d'information, Il vous suffit de en vous inscrire à notre liste de diffusion :

En envoyant un courriel vide à [liste-diffusion-subscribe@m-n-r.fr](mailto:liste-diffusion-subscribe@m-n-r.fr): Vous pouvez nous contacter à :

**Mouvement National Républicain** B.P. 10008 93161 NOISY-LE-GRAND CEDEX Tél.:09.51.45.84.93

Les informations retransmises dans ce bulletin le sont sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne sauraient engager la responsabilité du Mouvement National Républicain.

*L'opinion des auteurs ne coïncide pas forcément avec la position du MNR*

Désinscription: envoyez un courriel vide à : [liste-diffusion-unsubscribe@m.n.r.fr](mailto:liste-diffusion-unsubscribe@m.n.r.fr)

**du 14 novembre 2015**

## **Après les attentats à Paris : à quand un changement de politique ?**

Le bilan des attaques du 13 novembre 2015 à Paris et au Stade de France, est le plus lourd jamais enregistré en France : plus de 130 morts, plusieurs centaines de blessés, dont un bon nombre en « état d'urgence ». Au-delà de l'émotion légitime suscitée, nos hommes politiques vont-ils ouvrir les yeux sur leur attitude face à l'immigration et l'islamisation ? La revendication de l'État islamique est faite « *au nom d'Allah* ». L'attaque a pris pour cible « *la capitale des abominations et de la perversion, celle qui porte la bannière de la croix en Europe, Paris* ». A quoi a donc servi la stupide islamophilie de nos dirigeants ? C'est clairement notre civilisation qui est visée, et même le christianisme. Certes, la France n'est pas la seule visée, mais il lui faut prendre lucidement sa part de responsabilité, sans présumer de ses forces : pour détruire DAECH, aucune aide n'est superflue, qu'il s'agisse du gouvernement légal syrien ou de la Russie. Quand nos dirigeants prétendent que l'homme à abattre est Bachar al Assad, ils se trompent clairement de cible. Quand ils nous demandent d'accueillir des milliers de « migrants », ils prennent le risque de faire entrer de nouveaux soutiens au terrorisme islamiste.

**Pour que le terrible bilan du 13 novembre 2015 porte ses fruits, il faut que nos dirigeants arrêtent leur soutien à l'immigration et l'islamisation, et qu'en Syrie, ils coopèrent avec Bachar Al Assad et les forces russes, au lieu de soutenir de soit-disant « rebelles modérés » comme ceux d'Al Nosra, qui sont en fait des islamistes.**

## **Attentats de Paris: Cinq personnes arrêtées à Molenbeek, des kalachnikov découvertes dans une voiture en France**

La bourgmestre de Molenbeek, Françoise Schepmans, a indiqué dimanche midi, sur le plateau de l'émission "Les Décodeurs" de la RTBF, que 5 personnes avaient été arrêtées samedi dans sa commune après les perquisitions liées aux attentats de Paris. Selon elle, "on peut envisager qu'il s'agit d'un réseau".

Le parquet fédéral n'a pas souhaité communiquer dimanche matin, se bornant à dire que "la communication à la presse dépend de l'évolution des enquêtes en cours".

## **Des kalachnikov découvertes dans la voiture retrouvée dans la banlieue est**

Plusieurs fusils d'assaut kalachnikov, du même type que ceux utilisés dans les fusillades à Paris vendredi soir, ont été découverts dans la voiture noire de marque Seat retrouvée à Montreuil, dans la banlieue est de la capitale, a-t-on appris dimanche de source judiciaire.

Des témoins ont fait état de la présence d'une Seat noire utilisée par les assaillants sur trois sites des attaques contre des bars et restaurants dans l'est de Paris.

## **Un premier terroriste identifié par la police française**

Un doigt sectionné a suffi à l'identifier: le preneur d'otage français qui a fait exploser vendredi soir sa ceinture d'explosif après avoir tiré sur le public d'un concert au Bataclan était un petit délinquant de droit commun, originaire de l'Essonne, fiché pour radicalisation depuis 2010. Selon des sources policières, il se nomme Omar Ismaïl Mostefaï. Âgé de 29 ans --il est né le 21 novembre 1985-- il a été formellement identifiée par le "relevé de ses empreintes papillaires", à partir d'un doigt retrouvé dans les décombres de la salle de spectacle parisienne, a affirmé samedi soir le procureur de Paris François Molins.

Né à Courcouronnes, dans l'Essonne en banlieue parisienne, il n'est connu que pour des petits délits: son casier judiciaire fait mention de huit condamnations entre 2004 et 2010, sans aucune incarcération. Il "a fait l'objet en 2010 d'une fiche S pour radicalisation", mais "n'a par contre jamais été impliqué dans un dossier de filière ou d'association de malfaiteurs terroriste", a souligné le procureur.

Selon une source proche de l'enquête, Omar Ismaïl Mostefaï fréquentait assidument la mosquée de Lucé, en Eure-et-Loir. Les enquêteurs tentent par ailleurs de confirmer que le kamikaze a bien séjourné en Syrie en 2014, ont affirmé des sources policières.

## **Sept de ses proches placés en garde à vue**

Son père, son frère et cinq autres de ses proches ont été placés en garde à vue.

Le frère, âgé de 34 ans, s'est présenté de lui-même à l'hôtel de police de Créteil dans la soirée. Il est tombé des nues en apprenant que son cadet était impliqué dans les attentats de vendredi soir, notamment dans la prise d'otage du Bataclan, où il a causé la mort, avec au moins deux autres kamikazes, d'au moins 89 personnes.

"C'est un truc de fou, c'est du délire...", avait-il réagi samedi avant sa garde à vue auprès de l'AFP, la voix tremblante. "Moi, hier, j'y étais sur Paris et j'ai vu comment c'était la merde!" Il confirme que son frère est né à Courcouronnes et qu'il "a eu des affaires avec

la justice" dans le passé, "des gardes à vues, des trucs comme ça..."

Bien qu'il ait coupé les ponts avec lui depuis plusieurs années, à cause d'"histoires de famille", il ne l'imaginait pas s'être radicalisé. "Il est parti au bled", en Algérie, avec sa famille et "sa petite fille", affirme-t-il. "Ça fait un moment que je n'ai plus de nouvelles (...) Je n'ai pas son numéro au bled, moi..."

Ce père de famille aux yeux clairs, qui vit dans un modeste pavillon, ne voit pas non plus ses deux autres frères. Il ajoute que deux sœurs complètent la fratrie. "J'ai appelé ma mère, elle a l'air de rien savoir", assurait-il samedi en début de soirée.

"C'est quoi le rapport avec nous? On est en froid depuis des années!", s'est pour sa part interrogé la femme du frère, en pleurs, qui a également été interpellée samedi soir, selon une source proche de l'enquête. "J'espère qu'on va être tranquille. Nous, on a une petite vie tranquille et là ça commence à m'inquiéter..."

### **Un deuxième suspect des attaques identifié par un journal serbe**

Le journal serbe Blic, a posé un nom sur un deuxième suspect des attentats commis vendredi soir à Paris. Il s'agirait d'Ahmad Almuhammad, dont le passeport syrien, qui avait été enregistré par les autorités serbes en octobre, a été retrouvé sur l'un des terroristes. Une information à bien prendre au conditionnel.

L'homme aurait été enregistré en Grèce le 3 octobre et a ensuite pris la route de la Macédoine et de la Serbie. Le journal ne donne pas d'informations concernant ses sources, mais affirme que les autorités françaises ont demandé via Interpol la collaboration de la Serbie dans ce dossier.

Almuhammad a été enregistré le 7 octobre à Presevo (Serbie) et a introduit une demande d'asile dans le pays. Il a toutefois ensuite pris la route de la Croatie, où il a transité par le centre d'asile de Opatovac le 8 octobre, selon le journal croate Vecernji. Source : La libre belge

**Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :**

**[http://www.m-n-r.fr/soutiens\\_carte.htm](http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm)**

**Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu**

## **Le président des retards coupables et des diversions tragiques**



### **Les Français sont de plus en plus nombreux à cesser de faire l'autruche, car il y va de leur survie.**

Souvenez-vous de ce que l'on vous racontait encore ce vendredi 13 : pour M. Valls il fallait « *tout faire* » pour éviter le « *drame* » d'une victoire de Marine Le Pen aux élections régionales; pour MM. Hollande et Cazeneuve, il était nécessaire de « *prendre toutes les mesures* » pour que la COP 21 se déroule sans incident, y compris rétablir les contrôles aux frontières.

Quelle disproportion entre la gravité des mots: « *drame* », « *tout faire* » et la réalité redoutée. Marine Le Pen présidente de région ? 52 % des Français n'éprouvaient aucune inquiétude à l'idée que le Front National gagne une ou plusieurs régions. Et quelle mascarade que cette énième conférence sur le climat! Les Français, plus lucides que leurs gouvernants, ne s'y sont pas trompés : seulement 21 % d'entre eux étaient intéressés par cette COP 21...

Car les Français, eux, écoutaient la petite voix des spécialistes nous avertissant que des attentats de grande ampleur allaient frapper le sol français. Et puis il y avait eu les attentats de janvier sur notre sol, en plein Paris, déjà. Et bien d'autres, ici et ailleurs. Notre président et notre gouvernement disposaient donc, depuis longtemps, de tous les éléments pour mesurer la gravité et l'urgence de la situation.

Mais, malgré l'urgence, l'état d'urgence est venu après. Trop tard. C'est comme cela depuis le début, avec M. Hollande. Toujours un temps après. Toujours trop tard...

Malgré cette menace qui crevait les yeux, et que le peuple perçoit visiblement mieux que ses gouvernants, l'état d'urgence n'avait pas été décrété. On a attendu ces attentats de vendredi soir, ces centaines de morts et de blessés pour le faire.



Plus grave, on nous disait que l'urgence était ailleurs et tout était fait, par un matraquage médiatique sans précédent, pour nous divertir, pour nous faire prendre le réchauffement climatique et la COP 21 pour le "grand enjeu". Jusqu'à cette terrible ironie tragique, vendredi soir: une radio populaire vantait l'action COP 21 du jour: la fabrication de cercueils en carton, par une entrepreneuse écolo... Sans commentaire.

Car il ne fait plus de doute que l'enjeu majeur du siècle actuel est l'avancée rapide du totalitarisme islamiste (ces mots que notre président ne parvient toujours pas à prononcer), et les moyens que nous nous donnerons – ou non – pour le contenir, et pour préserver notre identité, nos valeurs et nos vies.

Les Français sont de plus en plus nombreux à cesser de faire l'autruche, car il y va de leur survie.

M. Hollande, lui, restera dans l'histoire comme le président des retards et des diversions tragiques. Le président irresponsable. Et coupable.

[Pascal Célérier](#) boulevard Voltaire

## Attaques sur Paris : mais où est passée Christiane Taubira elle si prompt à réagir dans les médias ?



**Christiane Taubira nous avait habitué à truster les médias. Sur chaque question, chaque sujet Mme Taubira avait quelque chose à dire. Dernièrement encore elle avait écrit une tribune aux vitrioles afin de dénoncer la future loi Macron, une réforme gouvernementale qui est un peu comme une dernière chance pour ce gouvernement de sortir du marasme économique dans lequel est plongé la France.**

Cette fois-ci pour la première fois, suite aux attentats meurtriers de vendredi Mme Taubira ne dit rien. Elle ne pipe pas un mot, pourtant comme Garde des sceaux celle-ci devrait être en première ligne avec le Ministre de l'intérieur.

Seulement Mme Taubira a bien compris qu'elle était

comptable comme Mme Dati ainsi que tous les gardes des sceaux des 40 dernières années d'ailleurs, de la mort des victimes innocentes de ces derniers jours.

Mme Taubira comprend peut-être que ses lois laxistes qu'elle et sa devancière Mme Dati ont mise en place ont permis à Omar Ismaïl Mostefaï pourtant condamné 8 fois pour des faits comme des outrages à agents, ou conduite sans permis etc. tout en étant fiché comme islamiste et donc dangereux.

Oui nos Gardes des sceaux et les exécutifs successifs ont les mains tachées de sang des français. Leur idéologie prônant toujours part en faveur des voyous, des bandits et des anti-français qui pullulent est meurtrière.

Auparavant pour les attentats de Charlie, Ahmedy Coulibaly avait d'abord effectué une peine d'un an de prison au lieu des 6 pour lesquels il était condamné pour vol à main armée, puis encore un an au lieu des 5. Coulibaly a passé deux ans en prison alors qu'il avait été condamné pour 11.

L'un des frères Kouachi avait une peine de 3 ans assorti d'un sursis de 18 mois, puis d'un non-lieu sur une autre affaire criminelle.

Combien de criminels dans ce type de cas en France ? Au moins 100 000, nombre d'individus condamnés par an qui n'effectuent aucune peine. Et ne sont pas comptés dans ce chiffre, les rebus de la société qui n'ont pour condamnation qu'un simple rappel à la loi.

Si la justice avait fonctionné, si Mme Taubira n'imposait pas la libération prématurée des prisonniers, si celle-ci avait réformé le classement en fichier S plutôt que d'imposer de nouvelles lois anti-racistes suite aux attentats de Charlie et de l'épicerie casher, il n'y aurait pas eu le massacre de ce vendredi. Ces gens auraient été empêchés de nuire puisque enfermés.

La politique qui consiste à vider les prisons françaises n'est pas qu'un échec, mais une politique qui va à l'encontre des intérêts de notre pays. Elle assassine des français.

Aujourd'hui il y a l'émotion, les gens communient les uns avec les autres. Et demain quand cette émotion aura disparu, la politique anti-carcérale continuera car les Taubira et ses successeurs fanatisés par l'idéologie progressiste et pro-racaille ont abandonné l'autorité et n'y reviendront plus. Jusqu'au jour où d'autres Omar Ismaïl Mostefaï feront de nouveaux carnages et nos gouvernants réorganiseront de nouvelles marches solidaires. Et rien ne changera encore et encore. L'histoire sera un éternel recommencement.

Mike Borowski

Rédacteur en Chef de La Gauche M'a Tuer

# Attentats de Paris : la responsabilité écrasante de l'exécutif français

Par [Guillaume Borel](#) le 14 novembre 2015

La vague d'attentats sans précédent qui a touché Paris hier soir et qui aurait fait, selon un premier bilan, au moins 127 morts, est la conséquence directe de la politique étrangère menée par la France en Syrie et qui vise moins la lutte contre le terrorisme salafiste que la destruction de ce pays et le renversement du président Bachar-al-Assad.

Si plusieurs auteurs du carnage perpétré dans la salle de concert du Bataclan auraient déclaré, selon des témoins : « *C'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie* », il faut ici rappeler quelle a été la réalité de la politique française dans ce pays depuis le début du conflit en 2011.

La république française, comme le révèle le président François Hollande dans un entretien avec le journaliste Xavier Panon, a en effet fourni des armes aux « rebelles » syriens dès 2012. Par l'intermédiaire de la DGSE, ce sont des canons de 20 mm, mitrailleuses, lance-roquettes, missiles anti-chars qui auraient été livrés aux rebelles dits « modérés », en violation de l'embargo mis en place l'été 2011 par l'Union Européenne.

Un conseiller de l'Elysée admet également auprès de Xavier Panon :

*« Oui, nous fournissons ce dont ils ont besoin, mais dans la limite de nos moyens et en fonction de notre évaluation de la situation. Dans la clandestinité, vous ne pouvez agir qu'à petite échelle. À moyens limités, objectifs limités. »*

La France aurait également envoyé des forces spéciales sur le terrain destinées à la formation et au soutien opérationnel des combattants.

En mars 2012, treize officiers français ont ainsi été capturés par l'armée syrienne lors de la reprise du califat islamique instauré dans le quartier de Baba Amr à Homs par la brigade Al-Farsouq et Al-Waleed. Cette dernière a ensuite rejoint les rangs de l'Etat Islamique.

Le président Hollande, cité par le journal [Le Monde](#) a encore confié en août 2014 :

*« Nous ne devons pas relâcher le soutien que nous avons accordé à ces rebelles qui sont **les seuls à participer à l'esprit démocratique.** »*

Alors que le président Syrien Bachar-al-Assad a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de rebelles « modérés » sur le terrain, on peut s'interroger sur la véritable nature des groupes rebelles soutenus et armés par l'état français depuis 2012.

Le ministre des affaires étrangères Laurent Fabius a déclaré à ce propos en 2012 que le Front Al-nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, « faisait du bon boulot »... Une plainte de victimes syriennes des groupes rebelles a d'ailleurs été déposée à l'encontre du ministre français à ce sujet auprès du tribunal administratif de Paris pour « *les fautes personnelles commises par le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, dans ses fonctions.* »

Dans un rapport de 2012 l'agence de renseignement militaire américaine (DIA) avançait déjà que le soutien aux rebelles dits « modérés » profitait en réalité essentiellement à l'Etat Islamique. Selon le directeur de l'agence, le général Flynn le soutien indirect des USA et de la coalition occidentale à l'Etat Islamique « était une décision intentionnelle ». Dans un précédent article sur le rôle trouble de la coalition occidentale en Irak et en Syrie, j'avais également pointé différents éléments factuels qui montraient le soutien et la collaboration opérationnelle de la Turquie, des états-unis et d'Israël avec différents groupes djihadistes.

Ces différents éléments montrent assez clairement que la coalition occidentale, dont fait partie la France, a mené une politique de soutien à divers groupes djihadistes en Syrie dans l'objectif de renverser le président Bachar-al-Assad, sous couvert de la fiction de l'aide apportée à des groupes fictifs de rebelles « modérés ».

La véritable nature de ces prétendus groupes rebelles a été récemment mise en lumière par l'intervention russe qui a entraîné un déchaînement de protestations de la part des chancelleries occidentales au motif que les frappes aériennes auraient visé les rebelles soutenus par l'Occident. Or, les groupes frappés par l'aviation russe appartenaient à l'*Armée de la Conquête*, qui regroupe notamment le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda et des groupes islamistes comme Ahrar al-Cham.

Il est malheureusement fort peu probable que le soutien de l'exécutif français aux groupes djihadistes en Syrie soit dénoncé à la lumière de cette vague d'attentats sans précédents, qui constitue pourtant son aboutissement logique et prévisible. Le chaos auquel a été réduite la Syrie et la prolifération des groupes djihadistes sont en effet le résultat direct de la politique étrangère française au Proche et Moyen-Orient.

Alors que lors des précédents attentats de janvier dernier, l'exécutif avait érigé le réseau Internet, qui aurait favorisé « l'auto-radicalisation » des terroristes, présentés à l'époque de manière mensongère comme des « loups solitaires », en boucs émissaires censés masquer les lacunes et les incompétences des services de renseignement et de sécurité français, et instauré des dispositifs de surveillance de masse des citoyens, cette politique visant essentiellement les libertés individuelles, a montré aujourd'hui son inanité.

Il est pour autant fort peu probable que les responsables des services de sécurité, dont le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve – qui ont une fois de plus failli à leur mission – aient à rendre des comptes. Le gouvernement et la classe politique, à quelques exceptions près, se retranchent une fois de plus derrière l'émotion et l'injonction à « l'unité nationale ». Pourtant, les mêmes qui aujourd'hui ont décrété l'état d'urgence et le rétablissement des contrôles aux frontières s'engageaient il y a quelques semaines à peine à participer à l'accueil des migrants syriens, au nom de principes humanitaires, et ce malgré les réserves de l'agence de coopération européenne Eurojust qui affirmait que le trafic clandestin entretenait des liens étroits avec les organisations terroristes en Syrie :

« C'est une situation alarmante parce que nous voyons clairement que le trafic est destiné à financer le terrorisme et que les passeurs sont utilisés parfois pour mener des infiltrations par les membres de l'Etat Islamique. »

Si comme le dit le président François Hollande, la France est « en guerre » aujourd'hui, elle le doit donc pour l'essentiel aux incompétences de l'exécutif et aux incohérences criminelles de la politique étrangère française qui a soutenu et armé les groupes djihadistes ayant plongé la Syrie dans le chaos ...

**Guillaume Borel** | 14 novembre 2015 Arret sur Info

## **Poutine appelle à conjuguer les efforts pour vaincre le terrorisme**

Par [Sputniknews](#) le 15 novembre 2015



Contrairement à la France et aux Etats-Unis, agit, comme on peut le constater au Moyen-Orient notamment, *en stricte conformité avec la Charte des Nations Unies, sur la base des normes internationales et en respectant les droits souverains et les intérêts légitimes de chaque Etat.*

Pourtant l'UE, et les Etats-Unis au lieu de se rallier au combat de la Russie contre la terreur, cherchent à isoler ce pays et le soumettent à des sanctions illégales.

Nombreux sont ceux qui désapprouvent cette politique arrogante, qui se tournent vers la Russie et expriment sur les réseaux sociaux leur intérêt pour la qualité des informations diffusées par les médias russes.[Silvia Cattori]

## **Selon le président russe, la communauté internationale doit s'unir pour faire face au terrorisme et aider les réfugiés.**

« *Nous sommes parfaitement conscients qu'il faut conjuguer les efforts de la communauté internationale afin de venir à bout de la menace terroriste et d'aider les millions de personnes privées de logement* »,

a déclaré M.Poutine lors d'une réunion avec les dirigeants des BRICS, peu avant le début du sommet du G20 dans la station balnéaire d'Antalya.

Néanmoins, le président russe a précisé qu'« il est nécessaire d'agir en stricte conformité avec la Charte des Nations unies, sur la base des normes internationales et en respectant les droits souverains et les intérêts légitimes de chaque Etat ». Vladimir Poutine a également indiqué que ces dispositions fondamentales étaient reflétées dans la Déclaration de BRICS adoptée cette année à Ouïfa.

Un sommet informel des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), sous la présidence de Vladimir Poutine, a débuté ce dimanche en Turquie. Il se tient en marge du sommet du G20 à Antalya, qui devrait être largement consacré à la lutte antiterroriste.

Sputniknews | 15 novembre 2015

Source <http://fr.sputniknews.com/international/20151115/1019534468/poutine-unir-efforts-turquie.html#ixzz3rZY19bw4>

**Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :**

**[http://www.m-n-r.fr/soutiens\\_carte.htm](http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm)**

**Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu**



## La guerre ne demande pas des discours mais des actes ! 15 Nov 2015



La France vient de subir l'attaque terroriste la plus meurtrière de son histoire sur le sol métropolitain. 129 personnes ont été assassinées avec une lâcheté et une stupidité inouïes. Malheureusement, le bilan risque de s'alourdir. Hommage aux victimes, compassion pour leurs familles et leurs proches sont non seulement légitimes mais impératifs. Toutefois, un mot envahit une fois encore les commentaires, celui d'émotion. L'émotion, c'est bien connu des psychologues, inhibe l'action. Manifestement c'est de cette dernière dont nous avons le plus grand besoin. Un autre terme est systématiquement utilisé, celui de sidération. Le caractère massif et aléatoire de l'opération, son caractère monstrueux, « sidérant », c'est à dire frappent de stupeur et rendent incapable de réagir. En entendant les voix larmoyantes des journalistes ou des témoins, les auteurs survivants des attentats, leurs complices, leurs partisans doivent se réjouir du coup porté à notre pays. Le disque rayé des déclarations martiales du Président ou du Premier Ministre doit les faire sourire. Nous sommes en guerre ? Merci, on savait. Les valeurs de la République ont été attaqués ? Non, ce sont des Français qui ont été tués, et la France qui a été attaquée ! La solidarité active des Français doit se manifester. Un excellent moyen de canaliser l'émotion vers l'action consiste moins à se recueillir qu'à chanter notre hymne national, en donnant tout leur sens à ses paroles, celles que certains voulaient changer. « Qu'un sang impur abreuve nos sillons » vise aujourd'hui tous ceux dont le comportement ignoble est une insulte à l'humanité, quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur « race ». Leur appartenance religieuse ne fait, elle, aucun doute. Le choix des musulmans qui vivent en France doit donc être clair : faire passer la communauté nationale ou le pays qui les accueille, avant la « communauté » religieuse et aider l'Etat à éradiquer les extrémistes. Ne pas dénoncer, ne pas rejeter, ne pas combattre, c'est être complice !

Notre exécutif demande l'union, et met en branle les moyens de l'obtenir : deuil national, état d'urgence, Congrès, consultation des responsables politiques de toutes tendances. Sans doute espère-t-il une adhésion semblable à celle du mois de janvier.

Il serait assez scandaleux que ceux dont la politique calamiteuse a créé la situation actuelle puisse en tirer le moindre bénéfice. Malgré les proclamations de matamore, la sécurité des Français n'est pas assurée. Elle l'est même de moins en moins. Les dispositifs annoncés de manière péremptoire, la détermination, la mobilisation affichées n'empêchent nullement le pays d'être à chaque fois plus gravement touché. La poudre aux yeux des patrouilles « vigipirate » distrait inutilement des forces de police et des militaires de missions plus utiles et plus efficaces. Le travail administratif de la police fait face à une telle masse de problèmes à traiter qu'elle n'en a plus les moyens. Une fois encore, un récidiviste jamais incarcéré, ce qui évitera d'incriminer la prison, a fait l'objet d'une fiche « s » qui n'a été suivie d'aucun effet. La rétention préventive de certains individus est devenue une nécessité. La sécurité n'est pas un rituel, c'est une action.

Par ailleurs, le passeport syrien d'un « réfugié » passé par la Grèce a été retrouvé près du cadavre d'une des bombes vivantes du Stade de France. C'est la vérification des mises en garde répétées face à la politique migratoire insensée du pouvoir en place. La France n'a aucun devoir moral d'accueillir des migrants qui se font passer pour des demandeurs d'asile et qui peuvent se révéler des terroristes. Le seul devoir politique de ses gouvernants est d'assurer la protection des Français et de faire vraiment la guerre aux ennemis du pays. Le contrôle des frontières qui devait être rétabli temporairement, pour l'oligarchie de la COP 21, le sera pour faire barrage au terrorisme et aux trafics, d'armes, notamment. C'est un peu tard, quand on voit le laisser-aller de certains de nos voisins comme la Belgique.

Que la « capitale » européenne, Bruxelles, soit au coeur des réseaux terroristes est tout un symbole ! L'expulsion systématique, administrative et non plus judiciaire, des clandestins, ou à défaut leur rétention sans limite de temps sont des exigences du bon sens. La limitation drastique de l'immigration et la remise en cause du regroupement familial sont aujourd'hui des nécessités. Qu'est-ce que l'Etat de droit, que valent les traités et les conventions dès lors que leur respect menace les droits, les libertés, la sécurité des citoyens d'un pays, la paix et l'ordre de ce pays ? Pour qu'il y ait un Etat de droit, encore faut-il qu'il y ait un Etat qui ne soit pas systématiquement entravé pour faire respecter les droits les plus fondamentaux de ses citoyens ! La compassion de nos « alliés » allemands ou américains nous touche, mais elle ne doit pas nous faire oublier qu'en amour, il faut des preuves !

La politique unilatérale et systématique des Américains pour déstabiliser les dictatures laïques du monde arabe au profit de groupes islamistes plus ou moins extrémistes, soutenus par les comparses qataris, saoudiens ou turcs a créé un chaos où prospère l'Etat islamique contre lequel on fait semblant de faire la guerre.

Le gouvernement français est le triste complice de cette situation dramatique. Des « français » passent par la Turquie pour rejoindre le territoire contrôlé par les terroristes. De retour en France, ils devraient être mis en rétention. Une priorité s'impose : écraser les rebelles syriens plutôt que les armer et permettre à l'Armée Syrienne soutenue par la Russie de réoccuper l'ensemble du pays afin d'anéantir la base d'où l'on commande les attentats. On ne doit pas se contenter de mener la guerre avec des avions et des drones, au moyen de quelques bombardements parcimonieux. Une intervention au sol est nécessaire et pourrait être décisive, mais elle exige une alliance européenne. La sympathie allemande serait alors plus convaincante si elle se traduisait par une participation de l'Allemagne autre qu'un appel irresponsable à l'accueil des prétendus réfugiés.

L'heure n'est pas à l'émotion, mais à la guerre, et celle-ci, après un discours initial, comme ceux de Churchill ou de de Gaulle ne demande plus qu'on parle, mais qu'on agisse avec tous les moyens dont on dispose.

Christian Vanneste Président du RPF

## VAINCRE LE TERRORISME

15 novembre 2015



**« L'expérience des dernières générations me convainc pleinement que, seule l'inflexibilité de l'esprit humain, fermement dressé sur le front mouvant des violences qui le menacent, et prêt au sacrifice et à la mort en proclamant : « Pas un pas de plus ! » Seule, cette inflexibilité de l'esprit assure la véritable défense de la paix de l'individu, la paix de tous et de toute l'humanité. » (Alexandre Soljenitsyne)**

Qu'ils soient intégristes, fanatiques religieux ou anarchistes, les terroristes prêchent le viol de la société,

et, par conséquent, ils ne sauraient être traités comme des adversaires réguliers. Car « *vouloir donner aux choses le sens de ses désirs est la pire forme de dérèglements de l'esprit* ». Ainsi s'est exprimé *Bossuet* dans une de ses prédictions au souffle lyrique de ses visions grandioses.

Le caractère d'extrême gravité que revêt le terrorisme international a fait de la France l'une de ses plaques tournantes et nous met dans l'obligation de réagir avec fermeté contre tous ceux qui tentent de faire de notre pays un « champ de tir » du terrorisme, son refuge ou son « laboratoire d'expériences » révolutionnaires... d'autant plus que ces actions terroristes impliquent nécessairement une chaîne de connivence et d'appui logistique sur notre sol et une préparation minutieuse...

Cependant, notre juridiction actuelle est mal adaptée à l'action répressive que la société doit exercer contre les criminels qui mettent en cause sa légitimité. Devant pareil danger, la réaction doit non seulement s'adapter à l'adversaire en retournant contre les terroristes le conseil de *Lénine* : « *Ne laissez jamais se constituer de Vendées* », mais conduire aussi à une prise de conscience populaire. A la stratégie de déstabilisation des terroristes, la Nation doit répondre par une « stratégie de répulsion ». Cette stratégie implique en premier lieu le contrôle étroit des communautés étrangères dans le pays, afin de prévenir le prolongement sur notre territoire de luttes extérieures, partant : se protéger d'un terrorisme par « vases communicants » ou par osmose.

La mise en œuvre du plan « *Sentinelles* » qui mobilise actuellement 10 000 hommes sur le territoire national (et cela pour « *aussi longtemps que la situation l'exigera (sic)* ») a précisé le ministre de la Défense -ce qui peut se traduire, comme ce fut déjà le cas pour le plan *Vigipirate*, par le maintien définitif du dispositif- ne saurait être la solution idéale car envisager la mobilisation de nos soldats (hébergés de surcroît dans des conditions précaires alors que les « *sans papiers* » bénéficient de chambres d'hôtels) dans la durée n'est pas la mission des armées. Un soldat est préparé à faire la guerre ; il n'a aucune formation de police et ce n'est pas sa vocation. On ne pourra donc, indéfiniment, le maintenir dans des missions statiques en limitant sa tâche à un rôle de *vigile* ou de « *supplément des forces de police* » sous peine de l'« user », de le démotiver et d'éroder son potentiel de combat.

A la guerre révolutionnaire ou « *guerre sainte* » prônée par les islamistes, nous devons opposer la guerre populaire totale ou guerre de libération nationale. Face à une menace terroriste, il faut faire le choix majeur qui s'impose et en tirer toutes les conséquences ; agir sans oublier la foi formulée par *Engels* : « *Ne jamais jouer avec l'insurrection armée et, quand on la commence, la mener jusqu'au bout* ».



La France est aux yeux de l'islam une aire de guerre, « *dâr al-harb* », et elle se doit de traiter ce dernier de la même manière qu'il la traite.

Nous n'arriverons probablement jamais -en dépit de toute fermeté à réduire totalement les actions criminelles mais il serait possible d'en limiter le nombre par l'instauration d'une juridiction et de tribunaux d'exception identiques à ceux créés par le régime gaulliste durant la guerre d'Algérie afin d'éradiquer l'OAS... et qui menèrent sans le moindre état d'âme au poteau d'exécution quatre soldats français dont deux officiers.

Puisque cela fut accompli contre des patriotes dont le seul crime fut de vouloir conserver l'Algérie française, pourquoi cette juridiction ne serait-elle pas reconduite contre les ennemis de la France reconnus coupables d'avoir sacrifié des victimes innocentes ? Dès lors, le rétablissement et la mise en application immédiate de la peine de mort seraient prononcés à leur endroit. Qui a tué doit être tué ! L'horreur du mal est le principe même de la justice. Elle doit s'imposer comme une règle impérative, car elle est notre propre raison. « *La loi, en général, est la raison humaine* –disait Montesquieu- *en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre* »...

Les demi-mesures, comme c'est le cas actuellement, ne mènent à rien car les vices impunis s'accroissent à l'infini. Mais châtier les coupables, les condamner à mort ou leur infliger une sanction à la hauteur de leurs crimes, ne ferait -dans notre société émolliente, indifférente, conservatrice- que révolter les consciences de la « *bien-pensance* », des associations « *humanistes* » et provoquer la colère des islamo-compatibles issus de la gauche bobocaviar et de la droite capitularde et louvoyante toujours prompts à brandir le carton rouge au nom de leur angélisme républicain.

Dostoïevski écrivait déjà, dans la « *légende du Grand Inquisiteur* » : « *Qui aime trop l'humanité en général est en grande partie incapable d'aimer l'homme en particulier. Qui plaint trop le malfaiteur est fort souvent incapable de plaindre la victime* ». Et le drame actuel c'est que nos sociétés vieillottes s'interdisent tout moyen coercitif. Elles ont lentement accumulé pendant une longue procession de siècles, les règles, les précautions et les interdits destinés à protéger l'idée qu'elles se faisaient de la civilisation. Elles ont imaginé couler la sagesse dans des lois... codifier l'indulgence et la mesure, pour défendre l'homme contre lui-même. Préoccupées d'exorciser la violence qui bouillonne toujours confusément dans des instincts mal maîtrisés, elles ont naturellement été conduites à interdire la seule forme de violence sur laquelle elles pouvaient peser : la cruelle mais indispensable gamme des châtiments qui prétendent moins punir le crime, que décourager le criminel.

Négligeant cette suprême mise en garde d'Aristote « *Tolérance et apathie sont les dernières vertus d'une société mourante* », elles ont inventé un arsenal de répression humaine conçu à l'exacte mesure de coupables considérés comme des « *égarés* » ou des « *déséquilibrés* ». Or, on ne combat pas des terroristes avec de simples lois. On doit adopter une riposte appropriée afin de les arrêter dans leur élan velléitaire et agressif. « *Plus l'Etat est corrompu, plus les lois se multiplient* » clamait Tacite, cet historien et sénateur de l'antique Rome.

La France vit sous des menaces de plus en plus récurrentes que l'on ne peut contenir par la seule force de la loi. « *Les français vont devoir s'habituer non à la menace des attentats, mais à la réalité des attentats qui vont, à mes yeux, immanquablement survenir. Nous sommes désormais dans l'œil du cyclone, le pire et devant nous* » a déclaré dans « *Ouest France* », le 14 novembre 2015, le juge Marc Trévidic.

En effet, la France est confrontée à l'un des plus graves périls de son histoire et ne doit pas s'embarasser de préjugés pour prendre les mesures appropriées afin d'assurer sa propre survie. « *Celui qui s'incline devant des règles établies par l'ennemi ne vaincra jamais* » soutenait Léon Trotski.

Quand la liberté est frêle, en péril, alors on ne transige pas et Saint-Just d'annoncer en ces termes la répression sanglante des mouvements contre-révolutionnaires et royalistes pendant la Révolution : « *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté !* ». C'était, certes, *La Terreur* mais cette célèbre citation revient en pleine actualité.

Aujourd'hui, empêtrée dans ses règles, ses décrets et ses scrupules, voilà la civilisation paralysée par les dogmes qui la fondent et les lois qui la défendent, qui ne peut transgresser sans se renier. Et voici les barbares -forts de cette assurance- qui répandent leur terreur en voulant tout détruire, tout raser pour tout recommencer sur les décombres d'un passé qu'ils haïssent parce qu'ils ne le comprennent pas. Et ils tentent d'imposer leur loi par l'assassinat et la terreur à des sociétés qui ont su dissiper ces cauchemars depuis si longtemps qu'elles n'en imaginent plus l'éventuel retour. Voici qu'enchaînées par les règles qu'elles ont accumulées pour se prémunir contre les excès de leur propre colère, les sociétés stupéfaites s'abandonnent aux coups que leur portent des colères inconnues... Et voici que s'écroule la civilisation parce que les barbares puisent dans son raffinement, ses complications et son indulgence, la seule force qui rend leurs débordements irrésistibles. Ils retrouvent naturellement le plaisir d'égorger sachant combien timide sera la répression. Jamais les passions déchaînées n'ont fait autant de ravages... semé autant de morts... Jamais on n'a assassiné autant d'hommes au nom du bonheur de l'humanité...

Jamais le mot de *Malaparte* n'a été plus juste : « *Jamais on n'a couché autant de Christs dans les charniers du monde* ».

Et nous, pauvres occidentaux, sommes en passe de perdre cette ultime guerre qui nous est imposée parce qu'irréremédiablement condamnés à capituler... au nom de la défense de la civilisation qui n'est autre qu'un suicide devant un assaut qui en nie l'essentiel.

*Soljenitsyne* a écrit : « *Toute notre vie là-bas nous a appris qu'il existe un seul moyen de résister à la violence : c'est la fermeté !* »

Dans la lutte contre la subversion et le terrorisme, rien n'est plus important que l'application d'une politique de défense préventive ferme et impitoyable à l'égard des adversaires de la Nation. **Celui qui sème le vent doit récolter la tempête.** *José CASTANO*

## L'État islamique veut-il exporter la guerre au Liban ?



**En visant le quartier chiïte, où domine le Hezbollah à Beyrouth, l'organisation autoproclamée État islamique (EI/Daech) veut aussi desserrer l'étau sur elle en Syrie et en Irak.**

Le Liban a été violemment touché, jeudi, par le pire des attentats terroristes depuis la fin de la guerre civile en 1990, et qui a coûté la vie à une quarantaine de personnes, dans un quartier du sud de la capitale Beyrouth, bastion du Hezbollah. Revendiquée par la nouvelle nébuleuse terroriste autoproclamée État islamique (EI/Daech), cette attaque a été perpétrée en représailles contre le Hezbollah libanais qui soutient militairement le régime de Damas contre elle et l'opposition armée syrienne. Mais loin d'être une simple riposte du mouvement d'Aboubakr al-Baghdadi, le double attentat-suicide de jeudi, dans un quartier commercial à Beyrouth, est le signe de la vulnérabilité sécuritaire du Liban face à Daech, dont l'objectif, jusque-là, était celui de renforcer ses positions dans le

nord-ouest de l'Irak et le nord-est de la Syrie, où il a autoproclamé la création d'un califat dès le début de sa guerre en juin 2014. "Dans le fond, les mobiles du double attentat kamikaze restent les mêmes et s'expliquent par l'engagement du Hezbollah en Syrie qui devait nécessairement entraîner des représailles s'exprimant par des coups portés au talon d'Achille de la formation chiïte, soit sa base populaire", a souligné le quotidien libanais en langue française L'Orient, Le Jour. Des experts militaires voient, quant à eux, que l'attaque de jeudi sert plutôt à desserrer l'étau sur les hommes d'Al-Baghdadi qui ont subi de nombreuses pertes ces derniers temps, notamment depuis le début des frappes russes en Syrie. L'État islamique a perdu le contrôle de nombreuses localités stratégiques en Syrie, comme c'est le cas dans le nord du pays, majoritairement peuplé de Kurdes. "Je pense qu'il existe une corrélation entre ce déchaînement de violence et le fait que le groupe se trouve dans une position inconfortable", a déclaré Charlie Winter, un expert interrogé par l'AFP. Embourbé dans une inextricable crise politique interne, le Liban est l'un des pays qui risque fort de replonger dans l'instabilité sécuritaire. Ce pourquoi le Parlement libanais a décidé d'adopter une résolution qui permet de débloquer une enveloppe financière pour l'armée, ont rapporté les médias locaux et les agences de presse. Un milliard de dollars sera en effet octroyé à l'armée pour renforcer ses capacités de lutte contre la menace terroriste, a déclaré le ministre libanais des Finances Ali Hassan Khalil. "Nous avons décidé d'un programme pour le renforcement de l'armée libanaise d'une capacité d'un milliard de dollars, après la réduction du montant initial d'un milliard et 600 millions de dollars, en attendant la donation saoudite à aider notre l'armée", a déclaré le ministre des Finances à l'agence de presse Reuters, repris dans sa version en ligne. "L'armée est en bataille ouverte avec les terroristes à la frontière et à l'intérieur, et elle doit être renforcée avec tous les moyens nécessaires", a-t-il expliqué, cité par la même source.

*Source : journal Algérien Liberté*

**Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :**

**[http://www.m-n-r.fr/soutiens\\_carte.htm](http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm)**

**Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu**

## Les islamistes fuient déguisés en femmes après avoir rasé leurs barbes



Depuis que les Russes terrorisent les terroristes aux côtés de l'armée syrienne, les islamistes fuient le terrain après s'être rasé la barbe, certains travestis en femmes. Ils ont été capturés par les forces gouvernementales en train de fuir la bataille d'Alep, au nord de la Syrie.

Ils sont moins fanfarons qu'en France face à des civils désarmés qui ne les attendent pas.

L'article précise qu'à la fin de la semaine dernière, l'armée syrienne aidée par les frappes russes ont repris 410 km aux alentours d'Alep aux terroristes. La photo du tweet ci-dessous montre les barbes rasées avec des rasoirs abandonnés... non sans humour. Source Média Presse Info

## **Attentats de Paris: Attou et Amri, les chauffeurs de Salah, auraient fabriqué les explosifs**



*Article de Gilbert Dupont de la Libre Belgique*

Selon nos informations, les deux suspects placés sous mandat d'arrêt lundi à Bruxelles par la juge Isabelle Panou s'appellent Hamza Attou et Mohamed Amri.

Ce sont eux qui, la nuit des attentats de Paris, ont quitté Molenbeek pour se rendre à Paris où Salah Abdeslam les attendait, pour le ramener à Bruxelles.

Alors que Attou et Amri sont en aveux sur le fait d'avoir eu ce "*simple rôle (logistique) de taxi*", rien de plus. Ils n'étaient pas à Paris au moment des tueries. Ils affirment n'avoir participé à aucune des sept attaques dans les Xe et XIe Arrondissements et au Stade de France. Cependant, on apprenait en soirée que les perquisitions chez Amri et chez Attou avaient permis aux enquêteurs de trouver du nitrate d'ammonium à leur domicile. Ce produit est connu comme un engrais entrant dans la fabrication d'engins explosifs. Il s'agit dès lors d'une évolution capitale dans l'enquête puisqu'ils pourraient dès lors être les fabricants des explosifs recherché par les forces de l'ordre.

Lorsque les enquêteurs ont demandé à quoi leur servait le nitrate d'ammonium, leur réponse: de l'engrais pour leur jardin. En outre, on a retrouvé au domicile d'Attou des munitions de calibre 5.56 mais surtout de 7.62 qui est utilisé pour les kalachnikov.

**"On ne savait pas"**

Autre élément communiqué par les deux suspects, ils ignoraient que Salah Abdeslam avaient pris part aux attentats. "*On ne savait pas.*" Ils précisent d'ailleurs avoir reçu l'appel de Salah plusieurs heures après les attentats au Stade de France et au Bataclan. Salah Abdeslam ne les aurait appelés que vers 2 h du matin.

Le lieu de rendez-vous était à Barbès. Et c'est bien là que les deux Molenbeekoïses ont récupéré Salah Abdeslam, vers 5 h du matin.

Attou et Amri se sont rendus à Paris à bord d'une VW Golf. C'est Mohamed Amri qui conduisait. Lors du retour, leur véhicule a été contrôlé par la police à trois reprises, notamment à hauteur de Cambrai. La police ne connaissait pas à ce moment le signalement d'Abdeslam. Le trio est arrivé sans encombre à Molenbeek. Il faisait jour.

Interrogés sur l'endroit où ils ont déposé Salah Abdeslam, ils se contredisent. La VW Golf n'était pas louée. Le véhicule appartient à Attou. Les deux déclarent n'avoir pas vu d'armes : ou bien Abdeslam s'en est débarrassé à Paris... où alors Attou et Amri mentent.

Les deux sont défendus par les avocats Carine Couquelet, Sophie De Waegeneer et Xavier Carette, qui ne font aucun commentaire. Ils sont inculpés de... 129 assassinats terroristes et participation aux activités d'une organisation terroriste.

Interrogés sur ce qu'a déclaré Salah Abdeslam sur le chemin du retour, Attou et Amri disent : "*On n'a pas beaucoup parlé.*" Et quant à l'état de Abdeslam, ils répondent : "*Il était un peu stressé.*" Hamza Attou, 21 ans, de Molenbeek, n'a aucun antécédent judiciaire.



# Face à Daech, la riposte aérienne ne suffit pas !



## Entretien avec le Colonel Michel Goya

Historien, le Colonel Michel Goya, est professeur associé à Sciences Po et à l'IRIS.

**Daoud Boughezala. Le chef d'état-major Pierre de Villiers estime que l'armée a les moyens d'assurer sa mission de sécurité sur tout le territoire. Mais les attentats du 13 novembre n'ont-ils pas révélé les failles de notre dispositif de protection et de renseignement (recueil et analyse des données) ?**

**Colonel Michel Goya.** L'opération Sentinelle, consiste à protéger un certain nombre de sites et de zones sensibles avec un effectif déployé d'au maximum 10 000 soldats. Les armées, l'armée de terre en particulier qui en assure la plus grande part, sont effectivement capables d'assurer cette mission. Le but de cette opération est essentiellement psychologique, il s'agit de rassurer les Français par la présence visible de soldats et de montrer que l'on « fait quelque chose ». Dans les faits, cela est relativement peu efficace. Outre que, bien sûr, ces hommes ne sont pas déployés en permanence, ils ne peuvent assurer la sécurité de tous les lieux publics. Les soldats de l'opération Sentinelle ne protègent donc qu'une très faible partie de l'ensemble des zones susceptibles d'être attaquées. Ils le font d'ailleurs, par obligation de visibilité, plutôt en position de vulnérabilité par rapport à une attaque surprise.

Surtout, ce déploiement, à la fois forcément insuffisant et très important en volume pour une armée de terre dont on n'a cessé de réduire les effectifs, perturbe considérablement le fonctionnement des unités opérationnelles. On utilise des soldats couteux à former et à équiper pour effectuer des missions de vigiles alors même que leur mission première est de mener des opérations offensives contre l'ennemi hors des frontières. Vu de l'Etat islamique ou des autres groupes djihadistes ennemis, l'opération Sentinelle c'est des milliers de soldats « fixés » en France où il est relativement facile de les éviter au lieu de les avoir en face de soi.

L'opération Sentinelle ne pouvait donc empêcher les attaques du 13 novembre. On ne peut pas lui demander plus que ce qu'elle peut offrir en termes de sécurité. La véritable sentinelle c'est évidemment le système de renseignement, et, par principe, si les attaques ont pu avoir lieu c'est qu'il a échoué quelque part. L'enquête systématique menée après chaque attaque permettra de déterminer quelles ont été ses failles et quelles adaptations sont nécessaires.

**La multiplication des fonctionnaires armés (policiers, militaires, voire une future Garde nationale ?) limiterait-elle vraiment le risque terroriste ?**

Il y a un lien direct entre la densité d'hommes armés (et compétents dans l'usage des armes) au sein d'une population et la rapidité d'intervention. Ce n'est évidemment pas une garantie, ces hommes et ces femmes, comme celui qui était affecté à la sécurité de l'équipe de *Charlie Hebdo*, peuvent être aussi surpris que les autres par une attaque soudaine. Ils peuvent cependant ensuite intervenir plus vite et peut-être arrêter une agression ou au moins la freiner et la limiter en attendant l'arrivée des unités d'intervention. L'expérience des villes d'Israël où la première intervention armée, même limitée, contre une attaque est toujours très rapide doit nous inspirer.

S'il n'est pas question de libéraliser l'usage des armes, à la manière américaine (par ailleurs peu efficace pour empêcher les tueries), il est possible d'augmenter cette densité en augmentant bien sûr le nombre de policiers et de gendarmes dans les rues, ce qui supposera peut-être une réorganisation interne et en tout cas des recrutements internes. Une mesure simple, proposée depuis longtemps, consisterait déjà à accorder à ces fonctionnaires la possibilité de conserver leurs armes hors service. On peut imaginer aussi l'emploi, dans un cadre très précis, de sociétés privées ou bien sûr, celui de réservistes, le tout à la place notamment de militaires bien plus utiles ailleurs.

**Une dizaine de milliers de citoyens français seraient fichés S. Comme le préconise Nicolas Sarkozy, serait-il efficace de les assigner à résidence afin de prévenir de futures attaques terroristes ? Plus globalement, comment gérer les poudrières que sont certaines banlieues belges ou françaises ?**

Il faut rappeler d'abord que les fiches S, comme « sureté », sont de simples notes d'information qui ne visent pas seulement les radicaux islamistes. Sinon, un des principes d'un Etat de droit est qu'on n'incarcère pas sans preuves. L'arsenal juridique français est sans doute suffisant mais il faut améliorer et notamment accélérer son fonctionnement. Cela passe avant tout par des moyens.

Pour le reste, il y a évidemment une reconquête à mener des « territoires perdus de la République » à la manière de la contre-insurrection. Cela ne peut passer que par une sécurisation forte et permanente de ces espaces, préalable indispensable au retour de l'Etat de droit.

Tout cela ne peut s'extraire d'un effort important sur les moyens des ministères régaliens, intérieur-défense-justice et diplomatie- ceux-là même qui assurent la sécurité des Français. La France ne leur consacre plus que 2,8 % de la richesse qu'elle produit chaque année contre 4,5 % à la fin de la guerre froide et 6,5% en 1960. Il est

**Ces derniers jours, la France a intensifié ses frappes aériennes sur Raqqa, le fief syrien de l'Etat islamique. Sans appui au sol, cette stratégie n'est-elle pas de la poudre aux yeux destinée à rassurer l'opinion ?**

*Les campagnes aériennes seules n'ont jamais détruit aucun ennemi. L'armée de l'air israélienne a réalisé plusieurs campagnes à plusieurs milliers de frappes contre le Hamas ou le Hezbollah sans que ces deux groupes soient anéantis, loin de là. La coalition contre l'Etat islamique en a réalisé plus de 7 000 en quinze mois, ce qui, comme c'était évident dès le départ, n'a eu aucun effet décisif. Il est, réalité, relativement simple, de se protéger de frappes aériennes par la dispersion, le camouflage, l'enfouissement, l'emploi de moyens civils ou l'imbrication dans les populations. On peut cependant améliorer la capacité de frappes et de raids en combinant des moyens variés comme les hélicoptères ou même des forces d'infanterie légère.*

*Pour autant, vaincre impose nécessairement d'occuper le terrain mais même cela ne suffit pas si ce qui fait que l'ennemi existe toujours. Détruire l'Etat islamique impose, au moins autant qu'occuper Raqqa ou Mossoul, de répondre au ressentiment et aux attentes des arabes sunnites.*

**L'un des kamikazes de vendredi dernier serait un migrant syrien. Comment éviter l'afflux de terroristes parmi les migrants, sinon en fermant définitivement nos frontières, ce qui est inconcevable au sein de l'espace Schengen ?**

*Il est logique que les groupes djihadistes utilisent les flots de migrants pour pénétrer sur les territoires européens mais il existe aussi d'autres possibilités d'infiltration terroriste.*

*\*Photo: Sipa. Numéro de reportage : 00693296\_000005. Source Causeur.fr*

## ***Les banlieues françaises de Daesh Comment la gauche caviar trahit le peuple***

*Publié le 17 novembre 2015*

Après ce vendredi noir, je ne vois pas comment le gouvernement français va pouvoir continuer à dire “ni Daech ni Bachar” et rester aligné sur les puissances sunnites du Moyen-Orient. Les terroristes ont été formatés par l'idéologie salafiste sponsorisée par l'Arabie Saoudite, indirectement financés par le Qatar et autres “donateurs privés”, soutenus militairement par la Turquie, pays par lequel ils transitent sans problème. Les intellectuels islamo-gauchistes nous expliqueront que c'est la faute à Bachar Al-Assad car s'il avait quitté le pouvoir en 2011, la Syrie serait aujourd'hui une démocratie laïque (bien sûr, on les croit sur parole). Si Bachar Al-Assad n'existait pas, il faudrait l'inventer car il résume pour toute une classe intellectuelle française l'origine du mal.

Ironie du calendrier, le G20 a eu lieu en Turquie, chez Erdogan le sponsor de Daech, celui qui après deux attentats meurtriers commis par l'Etat islamique cette année en Turquie, sans doute avec l'assentiment de ses services de sécurité, frappent les Kurdes, ceux-là même qui combattent Daech. Nul doute que Laurent Fabius a été très à l'aise dans cette réunion où l'hypocrisie fut de rigueur, Fabius qui est responsable de l'impasse totale dans laquelle la France se trouve au Moyen-Orient. Heureusement que sa maladie va l'obliger à quitter ses fonctions de ministre des Affaires étrangères, après le désastre des régionales qui s'annonce. Son départ pour raison de santé tombe à pic pour changer de politique au Moyen-Orient. Malheureusement, je doute que la politique de complaisance à l'égard de l'Islam radical ne change vraiment sur le plan intérieur. On peut arrêter quelques imams, mais on ne touchera pas aux fondamentaux. Tant qu'il existera en banlieue des zones de non-droit où les trafiquants de drogue, les gangs et les fondamentalistes pourront prospérer en toute liberté, nous ne réglerons pas le problème principal : ce sont les territoires français de Daech, tout comme Raqqa, Al-Anbar ou le Sinaï. La France possède elle aussi des zones grises où s'implante le terrorisme islamique.

Il faut commencer par réhabiliter l'école dans tous ces quartiers, cesser de dispenser un enseignement au rabais, cesser de faire passer les élèves dans les classes supérieures pour s'en débarrasser plus vite, cesser de réduire l'autorité au minimum pour éviter l'émeute. Dans les collèges de ZEP, les enseignants cumulent les congés maladie avec l'aval du rectorat qui ne veut pas de vague.

C'est à ce prix que nous maintenons du personnel dans les ZEP, parce que le ministère de l'Education Nationale ne veut pas faire preuve d'autorité. Parce que la gauche caviar méprise les classes populaires en leur offrant un enseignement au rabais pendant que ses enfants fréquentent Henri IV. Najat Vallaud Belkacem, avec sa réforme du collège, est à l'Education Nationale ce que Laurent Fabius est à la politique étrangère.

**Fabrice Balanche** directeur du Groupe de Recherches et d'Etudes sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à l'université de Lyon-2.

## Attentats à Paris : regarder le djihad en face



17 novembre 2015

Ce qui s'est passé vendredi 13 novembre au soir était prévisible, et prévu par les autorités. Cela a été l'ensemble d'attentats le plus grave commis sur le sol français depuis l'époque de la guerre d'Algérie.

Je l'écris avec une infinie tristesse, mais je l'écris quand même : il y aura d'autres attentats, plus graves sans doute. C'est ce que pensent les services de renseignement français et européens. C'est ce que pensent les juges en charge des affaires terroristes.

J'ai traité de cela dès les attentats du mois de janvier contre « Charlie Hebdo » et contre l'épicerie Hypercacher de Saint-Mandé. Je suis revenu sur le sujet lors de l'attentat manqué contre une église à Villejuif, puis lors de la décapitation d'un entrepreneur à Saint-Quentin Fallavier. J'y suis revenu lors de l'attaque (manquée encore) contre un train Amsterdam-Paris, qui aurait pu être un atroce carnage.

J'ose espérer, sans y croire, que le gouvernement va enfin prendre les mesures qui devraient s'imposer, et tirer les conséquences de ce qui se dit de manière de plus en plus explicite : nous sommes en guerre. Et toute guerre implique de prendre des mesures de guerre.

C'est une guerre différente de toutes les guerres que la France a dû affronter dans le passé, parce que c'est une guerre menée essentiellement par le biais d'un terrorisme plus délétère que les terrorismes qui l'ont précédé : le terrorisme djihadiste.

Ce terrorisme-là n'a que fort peu à voir avec celui pratiqué en son temps par les groupes d'extrême gauche.

C'est un terrorisme émanant de gens qui veulent mourir et devenir shahid, martyr de l'islam. C'est, on l'a vu vendredi, un terrorisme qui peut aller jusqu'à l'attentat-suicide.

Cela fait des années que les gouvernements français sous-estiment les dangers du terrorisme djihadiste ou adoptent à son égard des politiques et des positions à géométrie variable : les positions de la France concernant des groupes tels que le Hezbollah ou le Hamas sont toujours loin d'être claires, et les groupes que la France soutient en Syrie, en se mettant à la remorque de l'administration Obama, sont des groupes hostiles à l'État Islamique, mais issus d'Al Qaïda.

Cela fait des années aussi que des décisions criminelles sont prises en matière géopolitique : ainsi le renversement de Mouammar Kadhafi en Libye, qui a débouché sur une dissémination d'armes dans toute l'Afrique subsaharienne, et sur la transformation de la Libye en base arrière de groupes islamistes. Il faut ajouter que des quartiers entiers de diverses banlieues sont devenus des zones de non-droit, que des imams dans de multiples mosquées transmettent un discours de haine envers l'Occident, et que de nombreuses prisons françaises sont tenues par des chefs de bande au service du djihad. L'invasion de l'Europe depuis la Libye, puis, depuis la Syrie, avec la complicité de la Turquie d'Erdogan, n'arrange rien. Il est avéré que des gens formés au djihad en Syrie ont contribué aux attentats.

### **Il est extrêmement tard.**

Des cellules dormantes existent qui peuvent être activées à tout instant. Des centaines de djihadistes sont à même de passer à l'action.

Des sondages réalisés par des instituts étrangers montrent qu'au sein de la population musulmane installée en Europe, il existe une proportion très inquiétante de gens qui ont de la sympathie pour le djihad, et qui peuvent, dès lors, être complices.

Faut-il le rappeler ?

Quand les attentats du onze septembre ont eu lieu, il y aura bientôt quinze ans, un président des États-Unis, George Walker Bush, a tenté de sonner l'alerte.

Nul ou presque en France n'a voulu entendre. Chirac et Villepin se sont faits chefs de file de la haine anti-américaine... Quand un homme aux sympathies islamistes explicites, Barack Hussein Obama, l'a remplacé, tout le monde ou presque en France s'est extasié. Ce président a laissé naître et croître l'État Islamique : les résultats sont là.



## L'offensive djihadiste commence à peine.

Ne pas la voir pour ce qu'elle est, et ne pas en tirer les conclusions requises, sera, le cas échéant, suicidaire.

Hollande a dit que la France serait impitoyable. On peut penser que ce ne sont que des mots...

Guy Millière les 4 vérités

# Pour un réarmement spirituel et moral de la France.



**« Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre » affirmait Winston Churchill. Or, c'est précisément ce que nous vivons.**

Pour n'avoir pas suffisamment médité les leçons tirées des épreuves traversées par notre pays au cours des précédents siècles, nous subissons de plein fouet les conséquences d'une légèreté à laquelle la tragédie du 13 novembre semble avoir mis fin, nous rappelant tristement à une réalité que nous voulions ignorer.

Notre légèreté a consisté à avoir cru que nous pouvions offrir une vie harmonieuse à une jeunesse désœuvrée, sans l'enraciner dans les profondeurs de l'âme française. « Un pays qui a joué un rôle de premier ordre n'a pas le droit de se réduire au matérialisme bourgeois qui ne demande qu'à jouir tranquillement de ses richesses acquises » rappelait pourtant Ernest Renan dans *La Réforme intellectuelle et morale*, au sortir du traumatisme de la guerre de 1870.

C'est la nationalité française de la plupart d'entre eux qui est frappante, notamment le cas d'Ismaël Omar Mostefai: un « ancien petit voyou [...] connu pour huit condamnations de droit commun entre 2004 et 2010 sans jamais avoir été incarcéré. Il faisait l'objet d'une fiche S pour « Sûreté de l'État » en 2010, date à laquelle il s'était radicalisé » rappelle Le Figaro. Tout le drame français est résumé dans cette phrase: un individu français né sur le sol français, élevé dans une école française, devenu délinquant de droit commun

sans jamais être incarcéré, pour finalement basculer dans le djihadisme. Une réplique de Mohammed Mérah en somme, où l'on pointe aussi bien la faillite de l'école que l'absence de réponse pénale adaptée.

Dans *La réforme intellectuelle et morale*, Renan explique que « notre plus grande erreur est de croire que l'homme naît tout élevé » alors qu' « on ne se discipline pas soi-même ; des enfants mis ensemble sans maître ne s'élèvent pas ; ils jouent et perdent leur temps ». N'est-ce pas une condamnation prémonitrice du pédagogisme qui règne en maître dans notre système éducatif depuis les années 70 ? Comment éviter que les élèves, habitués à être des enfants-rois, n'en deviennent pas ensuite des caïds-rois puis rejettent totalement un enseignement auquel ils sont toujours restés étrangers ? C'est tout notre système éducatif qui est à revoir, à commencer par une réhabilitation de la transmission sans laquelle aucune culture ne peut éclore dans l'esprit de nos enfants.

Il ne s'agit pas ici de battre notre coulpe ou de nier la relation immédiate qu'entretiennent les événements actuels avec le conflit irako-syrien (sur lequel il y aurait beaucoup à dire, tant la responsabilité des Américains en 2003 puis de la diplomatie française depuis 2011 est écrasante dans l'apparition de DAESH). Mais il importe avant tout de comprendre les racines profondes du mal qui a permis l'instrumentalisation de bombes vivantes par DAESH sur notre territoire.

« Nous pensions en retard » écrivait Marc Bloch dans *L'étrange défaite* en 1940, deuxième leçon à méditer si l'on veut tirer parti de cet autre drame que fut la défaite de juin 1940, suivie de l'Occupation. « Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave ».

Avons-nous su penser le djihadisme ? Avons-nous pris l'exacte mesure du conflit de civilisation que DAESH, et derrière lui, tout l'Islamisme radical qui infeste la planète, a décidé de livrer à l'Occident ? « Nous sommes en guerre » a martelé, à juste titre, notre Premier ministre hier. Mais en avons-nous pris réellement conscience ? Rien n'est moins sûr ! Quand on retrouve à proximité du stade de France un passeport syrien correspondant à un individu arrivé en Grèce sous le statut de réfugié mais que dans le même temps Jean-Claude Juncker affirme qu' « il n'y a pas lieu de revoir dans leur ensemble la politique européenne en matière de réfugiés », on est légitimement en droit d'en douter. D'autant que DAESH avait annoncé vouloir infiltrer les migrants de djihadistes !

« Pendant que nous descendions insouciant la pente d'un matérialisme inintelligent ou d'une philosophie trop généreuse, laissant presque se perdre tout souvenir d'esprit national [...] un tout autre esprit, le vieil esprit de ce que nous appelons l'ancien régime, vivait en Prusse, et à beaucoup d'égards en Russie » conclut Renan.

Il est temps de retrouver cet esprit, de puiser dans les profondeurs de l'âme française pour y trouver la force d'un réarmement spirituel et moral sans lequel toute victoire militaire sera vaine et toute mesure de police inefficace. Un peuple n'est grand que lorsqu'il est enraciné dans son identité et fidèle à sa vocation. Notre ennemi lui-même nous désigne comme le pays « qui porte en Europe la bannière de la Croix ». Faisons-donc revivre dès aujourd'hui l'héritage chrétien de la France qui a écrit les plus belles pages de son histoire et n'a pas dit son dernier mot !

**Charles Beigbeder -**

*L' Avant Garde Le premier réseau collaboratif d'action politique*

**Général Vincent Desportes :**



**« dans nos armées, un avion sur deux ne peut pas décoller, un navire sur deux ne peut prendre la mer, et un char sur deux ne peut plus rouler »**

Sur son site internet, [FranceTVinfos](http://FranceTVinfos) publie un entretien avec le général Vincent Desportes bien connu pour son franc-parler. L'interview fait suite à la publication du livre *La Dernière Bataille de France* (chez Gallimard) dans lequel le général Desportes fait s'envoler les illusions. « Les Français croient être protégés, ils ne le sont plus... »

**En voici quelques extraits :**

« Que ce soit sur mer, à terre ou dans le ciel, toutes nos armées sont en train de s'user. Je dirais même que la corde est sur le point de casser. » « Au Mali, on peut rappeler que, pour l'opération Serval [2013-2014], les véhicules avaient deux fois l'âge de leurs conducteurs. Nos avions Rafale étaient ravitaillés par des avions qui avaient plus d'un demi-siècle, etc.

*A côté de l'armée ultra-moderne, qui existe, on a une autre grande partie que je qualifierais de vintage. Elle possède des équipements « de collection ». Et le budget actuel ne permet pas suffisamment d'approvisionner le flux nécessaire des pièces de rechange. De sorte que,*

*dans nos armées, un avion sur deux ne peut pas décoller, un navire sur deux ne peut prendre la mer, et un char sur deux ne peut plus rouler.*

*Dans certains cas, c'est même pire, comme pour les hélicoptères Tigre, par exemple : quatre appareils sur cinq ne peuvent pas prendre l'air. »*

« Les deux dernières lois de programmation militaire ont porté des coups terribles aux armées. Celle de 2008-2013, votée sous la présidence Sarkozy, a enlevé 25% des capacités opérationnelles françaises. Celle de 2014-2019, votée sous la présidence Hollande, a fait de même. Ces deux lois ont prévu une réduction de 80 000 postes dans nos effectifs entre 2008 et 2019, ce qui est le plus grand plan social subi par les administrations. Or, je le répète, cela se passe à un moment où les opérations se multiplient et deviennent de plus en plus complexes. »

« Le problème fondamental de notre défense est que ce n'est plus une question citoyenne. Le pouvoir politique peut, quelle que soit sa couleur, faire des coupes sombres dans le budget des armées sans perdre une seule voix aux élections.

*Tant que les politiques pourront ainsi ne pas être comptables de la défense, cela continuera. Car l'institution militaire ne peut pas s'exprimer. Donc on lui prend ses moyens car on sait que personne ne pourra prendre la parole pour le déplorer en défilant dans les rues, par exemple. »*

« (...) j'exprime ce que pensent 99% des militaires. Pour le reste, quelques « supplétifs » sont montés au créneau, mais je constate qu'aucune autorité n'a prétendu que je racontais n'importe quoi. Car ce que je dis est vrai. »

***Gilbert Collard réagit en direct aux propos de François Hollande au congrès de Versailles***

16/11/2015 – 17h35 Versailles (Lengadoc Info) – « Le président de la République déclare la France en guerre mais ne se hisse pas à la hauteur de la situation. Il reconnaît que les crimes ont été planifiés en Syrie, organisés en Belgique, avec des complicités françaises. Ce qui acte la présence d'un ennemi de l'intérieur. Cette guerre comment la gagner ?

Enfin des mesures que nous demandions et qui nous ont valu l'insulte entrent en vigueur : lutte contre le trafic d'armes, contrôles aux frontières, déchéance de nationalité, interdiction des retours...

Que ne nous a-t'on écouté plus tôt ?

La seule décision d'autorité aurait été de donner à l'armée les moyens d'agir sur le territoire, d'autoriser les policiers à conserver leurs armes, mais là encore la main tremble.

Ce qui manque aujourd'hui à l'état c'est un Chef! »

*Gilbert Collard, député du Gard*

**Pour adhérer en ligne au MNR : Cliquez sur ce lien ou recopiez le dans votre barre adresse :**

**[http://www.m-n-r.fr/soutiens\\_carte.htm](http://www.m-n-r.fr/soutiens_carte.htm)**

**Si vous êtes non imposable, vous pouvez adhérer au MNR pour 20€00 par an , il suffit de préciser que vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu**

## ORDRE DE PRELEVEMENT PERMANENT

Je soussigné :

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

M'engage avec vous et vous apporte mon soutien financier durable.

J'autorise l'établissement bancaire désigné ci-dessous teneur de mon compte à prélever la somme

de.....€ (en lettres) .....€ (en chiffres) le ..... de chaque mois,

à compter du :.....2015

**Bénéficiaire : AFMNR BP 1008 93161 NOISY LE GRAND Cedex**

Coordonnées de ma banque :

Nom : ..... Adresse : .....

..... Code postal : ..... VILLE : .....

( Joindre un Relevé d'identité bancaire;RIB ou RICE).

**IMPORTANT :** Je peux interrompre mes versements à tout moment sur simple demande écrite

Je recevrai un reçu fiscal annuel me permettant de déduire 66% de mes versements de mes impôts.

Date :.....2015 Signature :

*J'imprime et je retourne la présente autorisation, accompagnée d'un relevé d'identité bancaire RIB ou Postale RIP ou RICE ( Caisse d' Epargne )*



